

VOIX DU MONDE RURAL

2012/03 N° 107

“Décroissance” dans
les modes de production

Sommaire

Rédacteur en chef:

George Dixon
FERNANDEZ

Secrétariat:

FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE

Tél/Fax: +32-83-656236
www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:

ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:

FIMARC aisbl

Photos & Dessins:

FIMARC aisbl
sauf mention spéciale

Abonnement:

15,00 €/an

Parution:

32^e année

Impression:

FIMARC aisbl

Editorial	3
“Décroissance” dans les modes de production	5
Appel à l’action	13
Nouvelles de la Coordination	15

En couverture : Culture de fraises, Corée du Sud 2006

Périodique publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l’action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Chers lecteurs de VMR,

Chaleureuses salutations du Secrétariat international.

J'espère que vous avez apprécié la lecture des deux dernières éditions du VMR qui ont vraiment tenté d'insister sur la nécessité d'appliquer la diminution de la consommation d'eau et d'énergie. Cette édition de VMR se concentre à nouveau sur notre thème général de la «Décroissance », mais avec une analyse spécifique et une réflexion sur la nécessité d'appliquer cette décroissance dans les systèmes de production.

L'utilisation de produits chimiques est une des questions les plus controversées dans le développement agricole. Le modèle industriel de production utilise énormément de produits chimiques qui ne sont pas vraiment nécessaires car ils endommagent la santé humaine et l'environnement ; ils accélèrent les tendances pour pousser les petits exploitants agricoles hors de l'entreprise et ils augmentent par conséquent la pauvreté rurale.

L'apport de produits chimiques et de fibres pour la production mondiale de nourriture est un mythe et l'accent continu porté sur les méthodes qui dépendent des quantités élevées d'intrants extérieurs agricoles n'est pas pertinent pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en général et pour la réduction de la pauvreté rurale en particulier. Les petits paysans des pays en développement doivent plutôt compter sur une agriculture à faibles entrées externes afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles, même si elles sont limitées.

Une approche écologique intégrée de l'agriculture peut réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre et peut ainsi plus facilement s'adapter aux changements climatiques et à ses problèmes connexes tels que la hausse des températures, les pénuries d'eau, des conditions météorologiques extrêmes, la dégradation des sols et la croissance des éclosions de maladies et de ravageurs. L'éco agriculture peut aider à assurer la production alimentaire et la sécurité alimentaire des pays.

L'agriculture durable ou intégrée ou organique sont quelques-unes des méthodes de production que la FIMARC prône depuis longtemps en vue de conserver la nature et de protéger l'environnement. En travaillant avec ces modèles de production, nos agriculteurs ont plus de contrôle sur leurs modes de production et moins de dépendance à l'égard des intrants agricoles extérieurs. Nous vous invitons à prendre des mesures personnelles et collectives pour promouvoir et défendre les modèles de production durable.

Je vous souhaite une bonne lecture et s'il vous plaît écrivez-moi à ce sujet vos différentes actions sur le terrain.

Salutations cordiales,

*George Dixon FERNANDEZ
Secrétaire général*



“Décroissance” dans les modes de production

La décroissance n'est pas toujours un concept bien accepté. Et que dire de cette acceptation dans le monde agricole!

La période de crises successives que nous vivons et les conséquences des changements climatiques remettent toutefois ce débat sur le tapis et de plus en plus de personnes questionnent le modèle productiviste actuel que nous connaissons, spécialement quand il s'agit de la production alimentaire.



Togo 2007

UN CONSTAT

Notre modèle de société mène à une impasse écologique et humaine, car nous arrivons au bout de ce que la planète peut nous donner. Les ressources terrestres arrivent à leur terme et la biosphère ne peut plus absorber les pollutions que nous émettons. Dans le VMR précédent, nous faisons état des réserves énergétiques qui à court terme, au regard de l'histoire humaine, risquent de disparaître. Et pourtant, celles-ci sont plus que nécessaire pour le modèle agricole extensif que nous connaissons. Les machines ont besoin de carburant, les unités de transformation à grande échelle également.

L'objectif à atteindre dans ce cas est de réduire notre consommation et notre production pour partager les ressources renouvelables du globe avec tous ses habitants et en veillant à les préserver ou mieux encore à les renouveler pour les générations futures. Un des moyens que la FIMARC préconise avec d'autres organisations un peu partout dans le monde est de produire et de consommer localement.

Dans un numéro de *Nature et Progrès*, Guy Kastler, membre du réseau Semences Paysannes propose de « revenir à des pratiques culturales et d'élevage saines économiquement et écologiquement, tournant le dos à l'industrialisation ». Il s'agit de privilégier l'échange et le commerce de proximité, car il n'y a pas d'autonomie possible si on travaille sur le marché mondial.



CONTRE LE PROGRÈS

Quand on parle de décroissance, ses détracteurs nous accusent souvent de vouloir retourner en arrière, de refuser aux pays du Sud ou aux pays émergents de connaître le même mode de production que les pays du Nord, de leur refuser la croissance. Dans la réflexion que nous vous proposons, nous voudrions attirer votre attention sur le fait de ne pas confondre croissance économique (et bien être des populations) et économie libérale.

La production agricole et particulièrement alimentaire est un exemple particulièrement intéressant à analyser dans le cadre de notre réflexion. Rappelons-nous que la vocation première de l'agriculture est de nourrir les hommes. Hors, au cours de ces récentes années, au regard de l'histoire du monde, l'évolution de la production a été tellement rapide que nous sommes passés d'une agriculture destinée à l'alimentation à une agriculture de grande production destinée à faire des bénéfices, à une société basée sur le travail et dans le respect de la nature à une société basée sur le capital et sans entraves ou considération pour les ressources disponibles et pour les paysans.

Il est donc bien question d'une critique du développement.
De quel développement parlons-nous ?

Questions pour les groupes et les mouvements :

- *Partagez-vous cette analyse ?
Si oui en quoi ?
Si non, pourquoi ?*



Quelques chiffres

Aujourd'hui près d'un milliard de la population souffre de faim ou de malnutrition et la grande majorité de ces personnes vivent dans les pays du Sud. Et pourtant c'est dans ces pays que la grande majorité de la main d'œuvre est occupée dans le secteur agricole. Paradoxe certain !

Aujourd'hui, les semences, les brevets sur ces semences, sont concentrées dans les mains de quelques firmes semencières, ultra puissantes, ayant une force de lobby tellement grande qu'à court terme elles risquent fort de contrôler tout ce marché, utilisant tout l'arsenal possible pour y arriver : législation, rachat de petites firmes qui ne sont plus concurrentielles, dépôt de brevets....

Aujourd'hui, les OGM sont toujours présentés comme étant LA solution à toutes les questions de reproduction de semences, croissance rapide, résistance aux maladies...

Aujourd'hui, des millions d'hectares de terres sont vendues ou cédées à des firmes multinationales pour la production d'agro carburant, pour des monocultures spécialement destinées à l'exportation, que ce soit pour la nourriture humaine ou pour le bétail.

Aujourd'hui, on spéculer sur des denrées alimentaires, provoquant panique et crises comme nous en avons connu en 2008.

Et pourtant...

De nombreuses analyses montrent que la production alimentaire mondiale est suffisante pour nourrir la planète. Mais de nombreux facteurs interviennent et font en sorte que la distribution n'est absolument pas équitable. Production sur de grandes surfaces, productions pour la nourriture du bétail, production pour des agro carburants avant la production alimentaire. Spéculation sur des matières premières alimentaires... Semences et brevets... de tout temps, les paysans ont su reproduire, sélectionner et améliorer leurs semences.



Dans la plupart des pays, et notamment dans les pays du Sud, les semences sont encore en libre circulation. Mais cette libre circulation est de plus en plus entravée par l'extension des biotechnologies. En effet, dans les années 1970, des sociétés de taille moyenne ont commencé à investir dans la Recherche et Développement (R&D) et depuis que les bénéfices ont commencé à tomber, ce sont des groupes bien plus importants (sociétés agroalimentaires, semencières et pharmaceutiques) qui investissent en masse dans la recherche et souhaitent se tailler la meilleure part du gâteau!

La tendance à la concentration est aujourd'hui très nette et s'opère par le jeu des alliances et des rachats entre les grandes firmes. Leur but est d'occuper une position stratégique en s'emparant des entreprises qui possèdent le plus grand nombre de brevets. Ces groupes deviennent donc tentaculaires et s'internationalisent, alors que leur nombre se restreint pour former un vaste oligopole. Les firmes phyto-semencières (Monsanto, Pioneer Hi-Bred, Du Pont de Nemours, Syngenta, Limagrain, BASF, etc.) se livrent une guerre sans merci ont déjà racheté par mal de petits semenciers. Aujourd'hui, les 10 premiers groupes mondiaux d'agrochimie représentent près de 90 % du marché des semences, quelques firmes contrôlent plus de 40% du marché mondial. La totalité du marché des semences transgéniques est aux mains de 4 groupes: Dupont (USA), Novartis (Suisse), Monsanto (USA) et Aventis (France-Allemagne).

Le problème de cette concentration des semences, est que la semence est le premier maillon de la chaîne alimentaire. Elle représente un enjeu économique et politique considérable. Celui qui détient la semence possède une arme de domination redoutable, puisqu'il s'agit de la nourriture des hommes. Depuis 1995 et la mise en place de l'OMC, la question des Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) est au programme des discussions internationales. Dès lors, on a pu observer une ruée des multinationales non seulement sur la production des semences, sur l'organisation de la distribution à travers des circuits commerciaux, mais aussi sur la recherche.



Tout cela entraîne pour les petits paysans une perte certaine d'autonomie, une perte de la biodiversité avec des semences qui tentent de plus en plus à s'uniformiser et des dangers potentiels tant pour la santé des populations que pour les populations animales et végétales.

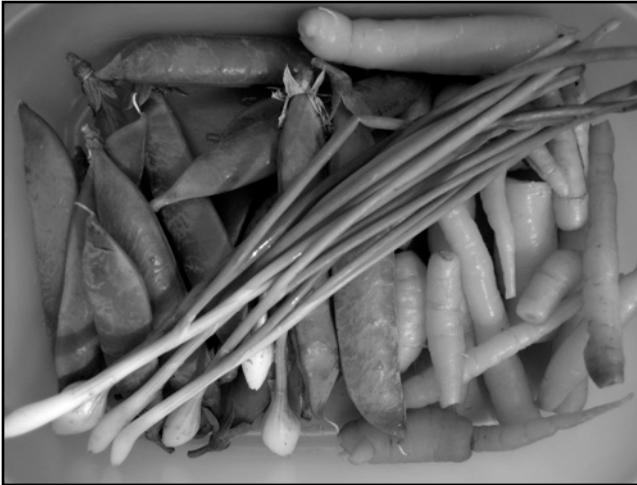
Parmi toutes ces manipulations de semences, il est aussi question des OGM. Depuis longtemps, la FIMARC comme d'autres organisations paysannes ou organisations de consommateurs dénonce le danger potentiel des OGM dans la production alimentaire ou animale. En septembre dernier, une étude menée en grand secret par Gilles Eric Séralini sur des rats nourris au maïs OGM, a fait grand bruit puisqu'elle montrait les effets toxiques graves, les développements de tumeurs sur ces rats et leur mort rapide. De nombreuses critiques sont faites à l'égard de cette étude, arguant que l'échantillon étudié est trop petit pour être significatif, que ce type de rat développe facilement des tumeurs, que la quantité d'OGM absorbée dans le cadre de cette étude est plus importante que ce que les êtres humains consomment...

Nous ne tenons pas à prendre parti dans ce débat et prendre pour argent comptant les résultats de cette analyse mais il nous semble toutefois que c'est une des premières fois que des gouvernements s'intéressent de près à cette problématique et la prennent au sérieux. Nous sommes d'accord avec les auteurs de l'analyse et les personnes qui réclament une contre expertise mais menée avec rigueur et par des chercheurs indépendants.

Quand à l'accès à la terre, nous ne pouvons qu'encourager les gouvernements qui protègent leurs terres et leurs paysans par des réformes agraires et des lois agricoles pour permettre aux paysans et paysannes d'en garder la jouissance et que ces personnes puissent travailler dignement et se voir garantir leur droit à l'alimentation.

Questions pour les groupes et les mouvements :

- *Etes-vous confrontés dans votre pays aux problèmes évoqués ci-dessus ?*
- *Quelle est la réponse apportée par votre gouvernement ?*
- *Existe-t-il des organisations paysannes, capables de porter les revendications de ses membres ?*



ALTERNATIVES

Tous ces problèmes nous semblent bien vastes et nous nous sentons souvent dépassés pour y trouver des solutions. Le fait aussi que certaines négociations nous échappent, comme par exemple tout ce qui concerne les locations ou les achats de terre qui souvent se négocient dans le plus grand secret. Et pourtant les enjeux sont de taille. Nous avons face à nous des adversaires qui maîtrisent l'arsenal législatif, qui sont puissants en termes de ressources humaines et financières.

Que pouvons-nous faire ?

Comme nous le préconisons et c'est dans notre mission en FIMARC, une première chose à faire est sans doute de s'informer. A sa modeste mesure, c'est ce que nous tentons avec le VMR. Il est primordial que l'information, son analyse, le décryptage des enjeux parviennent jusque dans nos organisations de base.

Pour cela, nous soulignons l'importance des organisations. Dans notre société super informée, la difficulté est de trouver l'information correcte, de pouvoir la décoder pour pouvoir nous organiser. De plus en plus d'organisations de la société civile se forment, forment des jeunes, des juristes pour pouvoir défendre les intérêts de leurs pairs dans les instances juridiques. Car nous sommes dans cette société, organisée, qui légifère pour tout et c'est sans doute un bien mais il nous faut connaître les lois et les pratiques si nous voulons défendre nos intérêts.

La décroissance dans la production que nous préconisons, passe bien sûr par une production plus respectueuse de la nature, par le moins possible d'intrants chimiques et par la consommation de produits de proximité pour réduire notre impact éco-

logique. Pour cela, la pratique de l'agro écologie, de l'agriculture durable sont des pratiques que nous préconisons depuis de nombreuses années. Elles ont prouvé leur efficacité en termes de réduction de coûts, en qualité des produits, en termes de préservation des ressources et donc de leur durabilité.

Un peu partout dans les pays du Nord particulièrement, de nombreuses initiatives voient le jour pour tenter de répondre à ces préoccupations. Des contacts se nouent entre les producteurs et les consommateurs pour le plus grand bénéfice des 2 parties : le producteur est assuré d'écouler une partie de sa production et le consommateur est assuré d'une nourriture de qualité, de saison et de donner la possibilité à des producteurs de pouvoir continuer leur métier.

La décroissance dans la production signifie aussi réapprendre à travailler, à cuisiner avec des produits locaux et de saison. L'exemple bien connu dans les pays du Nord, est que « tous nous voulons manger des fraises en hiver » et pourtant ce n'est pas la saison. Dans d'autres pays, c'est la même dynamique qui est à l'œuvre avec la proposition, par exemple de sodas, alors que les fruits frais sont à disposition. Comment donner une valeur ajoutée à nos produits pour qu'ils soient concurrentiels et retrouvent leur place sur nos marchés locaux ?

Et pour terminer ces quelques mots qui nous l'espérons seront pour nous tous le début d'une réflexion plus large sur la nécessaire décroissance dans nos modes de production, il nous reste à redire toute l'importance que nous avons comme citoyen. Cela suppose - comme nous le disions précédemment - de nous informer, de continuer à exercer notre esprit critique, à nous associer pour être plus fort et réclamer nos droits, ceci afin que la terre tourne plus juste, que les ressources nous durent et que notre alimentation tant humaine qu'animale soit plus saine.

Questions pour les groupes et les mouvements :

- *Avez-vous des expériences réussies d'organisations (de femmes, de paysans...)?*
- *Quel est le pouvoir dont vous disposez pour lutter au sein de votre pays ?*



APPEL A L'ACTION

Journée Mondiale de l'Alimentation 2012

“Coopératives agricoles : la clef pour l'alimentation du monde”

Cette année la Journée Mondiale de l'Alimentation sera célébrée le 16 octobre avec comme thème principal "Coopératives Agricoles : la clef pour l'alimentation du Monde". Une coopérative est une entreprise sociale qui cherche à atteindre deux buts principaux ; 1. Satisfaire les besoins de ses membres 2. Rechercher des bénéfices et la durabilité. Autrement dit c'est une association de femmes et d'hommes qui s'unissent pour posséder en commun, une entreprise démocratiquement contrôlée où le bénéfice n'est pas une priorité, mais plutôt l'intérêt des personnes qui la compose. Les coopératives aident aussi leurs membres à réaliser leurs aspirations sociales, culturelles et économiques. Dans quelques cas, elles peuvent agir aussi comme un acteur politique.

On estime qu'un milliard d'individus sont membres de coopératives générant dans le monde entier 100 millions d'emplois dans des secteurs divers comme l'agriculture, la nourriture, les services médicaux, la finance, l'assurance, le crédit, le commerce, la pêche, la sylviculture, etc. Parmi les 925 millions de personnes affamées dans le monde, 70 pourcents vivent dans des zones rurales où l'agriculture est le principal apport économique. C'est pourquoi la Journée Mondiale de l'Alimentation braque la lumière sur le rôle joué par les coopératives agricoles dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'aide à l'éradication de la faim. La FIMARC promeut depuis longtemps les initiatives économiques de solidarité durable. Certains de nos mouvements membres ont aussi développé des initiatives coopératives comme du commerce en direct, des groupes d'entraide, des groupes commerciaux et des associations de crédit. La FIMARC en Ouganda gère 3 coopératives fortes dans les zones du Centre et de l'Est du pays qui produisent du maïs et des haricots. Ils ont un contrat avec WFP et fournissent des céréales au Sud du Soudan et au Nord de l'Ouganda.

Je suis heureux d'énumérer quelques unes des actions que la FIMARC a menées à bien au cours de la campagne de la Journée Mondiale de l'Alimentation en 2011

- Une marche et une rencontre avec des politiciens ont été organisées au Bangladesh. Un concours de dessins pour les étudiants ainsi qu'un séminaire pour le personnel du RRF auquel participait une personne ressource du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies ont été organisés.
- INAG Kerala a organisé pour les étudiants d'une école, un séminaire à propos de la culture et du prix du riz.
- Des mouvements en Ouganda et au Togo ont organisé divers événements publics ainsi que des manifestations.
- Comme d'habitude, le MRC Espagne a manifesté sa solidarité en appuyant financièrement un projet dans un pays du Sud

Je saisis donc l'opportunité pour remercier tous les mouvements qui se sont impliqués dans diverses actions en relation avec la Journée Mondiale de l'Alimentation 2011. Vos actions sont une motivation pour les autres!

Revenant sur la Journée Mondiale de l'Alimentation 2012, je souhaite lancer un appel à tous les mouvements membres dans le monde afin qu'ils prennent des actions concrètes au sein de leur mouvement. Quelques idées sont mentionnées ci-dessous, mais s'il vous plait, tenez en compte que chaque mouvement peut organiser des activités basées sur sa propre réalité!

- Organiser des sessions sur le rôle des coopératives et comment bâtir des entreprises basées sur la solidarité ;
- Organiser des rencontres avec des politiciens et des gouvernements locaux afin de trouver l'assistance nécessaire pour lancer et consolider des coopératives dans votre pays ;
- Partager les savoirs et l'expérience concernant la gestion des coopératives ;
- Fournir le support légal pour démarrer de nouvelles coopératives ;
- Organiser des actions de solidarité comme le jeûne pour collecter de l'argent pour soutenir des projets ;
- Une journée de travail en tant que bénévole pour récolter de l'argent pour supporter des projets liés à l'éradication de la faim dans votre pays ou pour alimenter le Fonds JMA de la FIMARC qui aide d'autres personnes dans le besoin partout ailleurs dans le monde ;
- Organiser une conférence de presse, un communiqué de presse ou des manifestations sur le sujet pour augmenter la prise de conscience de la société.

Durant cette Journée Mondiale de l'Alimentation 2012, la FIMARC demande à tous ses mouvements membres d'entamer une réflexion profonde sur le rôle des coopératives dans le monde rural et agricole, de renforcer les coopératives existantes aussi bien que d'en créer de nouvelles basées sur le principe de l'économie solidaire.

L'un des principaux objectifs d'une coopérative est le bien être commun de ses membres et de la société et la FIMARC souhaite encourager chaque coopérative qui peut apporter un changement socio-économique à la société.

Dans l'attente de recevoir plus d'informations sur les mesures que votre mouvement prendra dans ce sens, je vous souhaite le meilleur pour vos actions mondiales en faveur de l'alimentation 2012.

George Dixon FERNANDEZ
Secrétaire Général
ASSESSÉ, 15/09/2012



Nouvelles de la Coordination

Rencontre de la coordination asiatique à Chiangrai – Thaïlande

La réunion de la coordination Asie de la FIMARC a eu lieu en Thaïlande du 13 au 19 juillet 2012 en collaboration avec Caritas et CCHD Thaïlande. Ki-hwan Chung (Président de la FIMARC), Philip Biswas (coordinateur asiatique), Rony Joseph (coordinateur INAG 'nde), George Dixon Fernandez (Secrétaire général de la FIMARC), Praphan Thienviharn (Coordinateur de la région Asie du Sud Est) ont participé à cette réunion. Mme Naiyana Vichitporn, M. John Jirawat Chenpasuk (Caritas Thaïlande), Le Père. Niphon Thienviharn, et d'autres dirigeants de Caritas Thaïlande étaient également présents à cette réunion en qualité d'observateurs. Les différentes visites et rencontres avec la population locale, à l'Université de Phayao, au Centre communautaire et la rencontre avec des moines bouddhistes ont vraiment donné l'occasion d'apprendre et de partager sur les différentes actions liées au développement rural et agricole. La réunion de la coordination asiatique a également permis de réviser le plan d'action du mouvement. Un séminaire sur l'investissement en agriculture, sur les initiatives d'économie alternative, la préparation d'un CD sur les bonnes pratiques dans les mouvements, sont quelques unes des activités prévues par la FIMARC au cours de ces 2 prochaines années en Asie. Une bonne nouvelle à vous communiquer est que Caritas Thaïlande a été déclarée membre associé à la FIMARC. Nous sommes très reconnaissants au CCHD et à Caritas Thaïlande d'avoir accueilli la Coordination asiatique de FIMARC à

Chiangrai. La coordination asiatique de la FIMARC tient à féliciter chaleureusement Praphan Thienviharn pour son élection au poste de maire de la municipalité de Mae-ka. Cette élection de Praphan est la reconnaissance de son travail comme chef de file de la FIMARC dans son domaine et nous lui souhaitons plein succès pour la réalisation de son plan d'activités dans sa municipalité.

Une conférence organisée par Caritas Thaïlande au bénéfice des paysans de la région Sud Est Asiatique est prévue à Chiang Mai du 9 au 14 octobre 2012.

La FIMARC y fera une présentation pour amener les questions agricoles et rurales au cœur des débats. Pendant l'événement, il y aura des partages des bonnes pratiques des agriculteurs de différentes organisations Caritas dans la région. Il y aura une séance de formation mais aussi un programme d'immersion. Les problèmes globaux vont être au cœur des débats car il sera question de changement climatique, de sécurité alimentaire et du partage des meilleures pratiques sur les techniques agricoles. La FIMARC fera l'exposé sur l'agriculture durable concernant les questions de l'OMC et des accords de libre échange et (2) la sécurité alimentaire en ce qui concerne les changements climatiques et ses effets sur le monde paysan.

La 39e session du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le FORUM annuel de la société civile se tiendront au siège de la FAO à Rome du 15-20 octobre 2012. Nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochain numéro du VMR.



*Réunion de la coordination asiatique en collaboration
avec Caritas Thaïlande et CCHD - Chianrai, Thaïlande - Juillet 2012*



PUBLIE PAR

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur responsable

George Dixon FERNANDEZ, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)